



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 216-23-AOO

Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	3
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
ANNEXE IV : MODELE CURRICULUM VITAE	1
ANNEXE V : MODELE DECLARATION DE DISPONIBILITE	2
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5

ARTICLE 08 :	RESILIATION _____	5
ARTICLE 09 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	5
ARTICLE 10 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	6
ARTICLE 11 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	6
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 13 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	6
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES _____	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____		7
ARTICLE 15 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 16 :	CONFIDENTIALITE _____	7
ARTICLE 17 :	DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ONDA _____	7
ARTICLE 18 :	MODE DE PAIEMENT _____	7
ARTICLE 19 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF& RETENUE DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 20 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	8
ARTICLE 21 :	PENALITES POUR RETARD _____	8
ARTICLE 22 :	DUREE DE LA MISSION _____	8
ARTICLE 23 :	CONTEXTE DE LA MISSION _____	8
ARTICLE 24 :	CONSISTANCE DE LA MISSION _____	21
ARTICLE 25 :	ORGANISATION DES INTERVENTIONS DU CONTRACTANT _____	31
ARTICLE 26 :	MODALITES DE SUIVI ET DE GOUVERNANCE DE L'AUDIT _____	34
ARTICLE 27 :	RECEPTION DES PRESTATIONS _____	34
ARTICLE 28 :	DELAJ DE GARANTIE _____	34
ARTICLE 29 :	REMPLACEMENT DES EXPERTS _____	35
ARTICLE 30 :	EXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DES PRESTATIONS _____	35
ARTICLE 31 :	REMUNERATION DES PRESTATIONS _____	35
ARTICLE 32 :	FORMATION _____	36

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 216-23-AOO

Le **vendredi 08 décembre 2023 à 10h00**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'Appels d'Offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **14 000,00 DH.**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maitre d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **960 000,00 DH.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 216-23-AOO

Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	15
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	16
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	18
ANNEXE IV : MODELE CURRICULUM VITAE	19
ANNEXE V : MODELE DECLARATION DE DISPONIBILITE	20

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors

qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :

- Aucune pièce n'est exigée ;

➤ S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de

régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD).**

NB 1 : Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

NB 2 : **Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.**

NB 3 : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante** :

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. **Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS**1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques**

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis par voie électronique

La soumission par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis.**

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

- a. Tout pli déposé électroniquement** peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

- b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques** déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent,

l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES



L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

 Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur
 Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur
 E-mail	achats@onda.ma
 Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Fournir au moins deux (2) attestations de référence originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des **prestations d'importance et de complexité similaires** à celles des prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ; (**supérieur à 600 000,00 dirhams TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2017 et 2023**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Le concurrent est tenu de fournir les documents suivants :

1. Une note détaillée sur l'organisation et la méthodologie proposées pour la réalisation de la mission.
2. Le planning détaillé des différentes phases de la mission et dates jalons.
3. Le programme nominatif d'emploi des experts et des consultants qui doit être complété par la déclaration de disponibilité conformément au modèle figurant à l'**annexe V**).

Profils exigés du personnel affecté au projet :

- **Expert Chef de la mission (Bac +5)** en audit ou finances ou Contrôle de gestion avec 5 ans d'expérience dans le domaine.
- **Des experts consultants (Bac +5)** ingénieur **dans le domaine du BTP** (études, conception, maîtrise d'œuvre, expertise et audit des marchés de travaux), avec 5 ans d'expérience dans le domaine.
- **Des experts consultants (Bac +5)** ingénieur, **dans le domaine des équipements et les installations techniques** (études, conception, réalisation, assistance technique, expertise..). avec 5 ans d'expérience dans le domaine.

Fournir pour les profils ci-dessus :

4. Les CV établis conformément au modèle figurant en **annexe IV** du présent règlement de consultation et signés et cachetés par le concurrent, détaillant **les diplômes, le nombre d'années d'expériences et les projets d'audit similaires, auxquels le personnel de la mission a participé.**
5. Copie des diplômes

N.B : En l'absence d'un expert/consultant dans le domaine des prestations objet du présent appel d'offres, l'offre ne sera pas étudiée.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché**A- EVALUATION TECHNIQUE DES OFFRES :****Critères d'évaluation de l'offre technique (sur 100 points) :****I. CRITERES D'EVALUATION DE L'OFFRE TECHNIQUE (sur 100 points):**

Critères techniques d'évaluation	Notation (100 points)
Expérience des ressources humaines affectées au projet et ayant des références dans des projets similaires (Appréciation basée sur l'analyse des CV). Chaque expert désigné doit obligatoirement disposer d'au moins une référence dans son domaine, à défaut, l'offre du candidat sera rejetée.	NTa= Max 60 points
NTa-1 : Nombre de projets réalisés par le Chef de mission proposé dans l'audit des marchés publics figurant sur son CV dûment signé et cacheté par le concurrent.	A partir de 5 références : 25 pts De 3 à 4 références : 20 pts Moins de 3 références : 15 pts
NTa-2 : Nombre de projets réalisés par expert/consultant ingénieur, dans le domaine du BTP (études, conception, maîtrise d'œuvre, expertise et audit des marchés de travaux..) figurant sur son CV dûment signé et cacheté par le concurrent. Minimum 2 experts consultants.	A partir de 5 références : 20 pts De 3 à 4 références : 15 pts Moins de 3 références : 10 pts La note globale de ce critère sera la moyenne du nombre de projet par consultant.
NTa-3 : Nombre de projets réalisés par expert/consultant ingénieur, dans le domaine des équipements et les installations techniques (études, conception, réalisation, assistance technique, expertise..) figurant sur son CV dûment signé et cacheté par le concurrent. Minimum 2 experts consultants.	A partir de 5 références : 15 pts De 3 à 4 références : 10 pts De 1 à 2 références : 5 pts La note globale de ce critère sera la moyenne du nombre de projet par consultant.
Méthodologie de travail	NTb= Max 40 points

Ntb.1 : Qualité de la note détaillée sur l'organisation et la méthodologie proposées pour la réalisation de la mission	Démarche excellente : 20 pts Démarche moyenne : 15 pts Démarche faible : 5 pts
Ntb.2 : Planning détaillé des différentes phases de la mission et dates jalons.	Planning cohérent aux phases du projet : 15 pts. Planning moins cohérent aux phases du projet : 10 pts. Planning incohérent aux phases du projet : 0 pts
Ntb.3 : Programme nominatif d'emploi des experts et des consultants qui doit être complété par la déclaration de disponibilité conformément au modèle figurant à l' annexe V)	Programme nominatif bien détaillé : 5 pts Programme nominatif détaillé : 3 pts Programme nominatif insuffisamment détaillé : 0 pts
<p>La note totale (NT) = NTa + NTb</p> <p>Une note de zéro (0) sur un critère est considérée comme éliminatoire.</p> <p>II. EVALUATION DES OFFRES FINANCIERESEVALUATION DE L'OFFRE FINANCIERE :</p> <p>L'évaluation des offres financières sera effectuée sur la base de la formule suivante :</p>	
$\text{Note financière (NF)} = \frac{\text{Offre moins-disante}}{\text{Offre analysée}} \times 100$	
<p>III. EVALUATION GLOBALE DE L'OFFRE</p>	
$\text{Note globale} = (\text{NT} \times 0,70) + (\text{NF} \times 0,30)$	
<p>L'offre retenue sera l'offre ayant obtenu la note globale la plus élevée et sera considérée comme l'offre la plus avantageuse.</p>	

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **216-23-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale (**)) et forme juridique de la société) au capital de :

-Adresse du siège social de la société :

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **216-23-AOO** du **vendredi 08 décembre 2023**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;

- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 216-23-AOO**

Objet : Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaire Hors TVA EN CHIFFRES (*)	Prix Total Hors TVA EN CHIFFRES
1	Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux	Forfait	1		
TOTAL HORS TVA (A)					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ANNEXE IV : MODELE CURRICULUM VITAE

Rôle proposé dans la mission d'audit :

1. Nom de famille :
2. Prénom :
3. Date de naissance :
4. Nationalité :
5. Etat civil :
6. Diplôme :

Institution [Date début – Date fin]	Diplôme(s) obtenu(s) :

7. Connaissances linguistiques : Indiquer vos connaissances sur une échelle de 1 à 3 (1- niveau excellent ; 3 – niveau rudimentaire)

Langue	Lu	Parlé	Ecrit

8. Affiliation à une organisation professionnelle.
9. Autres compétences : (par ex. connaissances informatique, etc.)
10. Situation présente.
11. Années d'ancienneté notamment auprès de l'employeur actuel.
12. Qualifications et spécialités principales : (pertinentes pour le présent appel d'offres)
13. Expérience spécifique pour le poste proposé.

Pays	Date début - Date fin

14. Expérience professionnelle

De (date)- à (date)	Lieu	Société	Position	Description

15. Autres informations pertinentes (par ex, références de publications)

ANNEXE V : MODELE DECLARATION DE DISPONIBILITE**APPEL D'OFFRES n°...../..... « Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux»**

Je soussigné, déclare marquer mon accord sur une disponibilité avec le soumissionnaire < nom du soumissionnaire > à la procédure d'appel d'offres précitée. Je déclare par ailleurs pouvoir et vouloir travailler durant la ou les période(s) prévue(s) pour la fonction pour laquelle mon CV a été présenté dans la perspective où la présente offre serait retenue.

Par la présente déclaration, je reconnais que je ne suis pas autorisé à poser ma candidature auprès de tout autre soumissionnaire remettant une offre dans le cadre de la présente procédure.

Je suis pleinement conscient du fait qu'en agissant de la sorte je serai exclu de la présente procédure d'appel d'offres, que les offres seront rejetées et que je peux également être exclu des autres procédures d'appel d'offres et contrats passés par l'Office National des Aéroports.

Par ailleurs, dans l'éventualité où la présente offre serait retenue, je suis pleinement conscient du fait qu'en cas d'indisponibilité à la date prévue de commencement de mes prestations pour des raisons autres que de maladie ou de force majeure, le soumissionnaire peut être exclu des autres procédures d'appel d'offres lancée par l'Office National des Aéroports et que la notification de l'attribution du marché au soumissionnaire peut être déclarée nulle et non avenue.

Nom	
Signature	
Date	

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 216-23-AOO

Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 17 : DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ONDA	7
ARTICLE 18 : MODE DE PAIEMENT	7
ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF & RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 20 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 22 : DUREE DE LA MISSION	8
ARTICLE 23 : CONTEXTE DE LA MISSION	8
ARTICLE 24 : CONSISTANCE DE LA MISSION	21
ARTICLE 25 : ORGANISATION DES INTERVENTIONS DU CONTRACTANT	31
ARTICLE 26 : MODALITES DE SUIVI ET DE GOUVERNANCE DE L'AUDIT	34
ARTICLE 27 : RECEPTION DES PRESTATIONS	34
ARTICLE 28 : DELAI DE GARANTIE	34
ARTICLE 29 : REMPLACEMENT DES EXPERTS	35
ARTICLE 30 : EXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DES PRESTATIONS	35
ARTICLE 31 : REMUNERATION DES PRESTATIONS	35
ARTICLE 32 : FORMATION	36

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 4) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif (BDP-DE) ;
- 5) Le C.C.A.G.EMO.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (C.C.A.G. EMO) exécutés pour le compte de l'Etat ;

- L'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 07 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA ou toute autre personne désignée par lui/elle sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 08 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du C.C.A.G. EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur, du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ à l'impôt sur les sociétés au **taux de 10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les entreprises originaires de pays ayant signés avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ à la taxe sur la valeur ajoutée au **taux de 20%** sur le prix de ces prestations.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est **le Département Audit Interne et Inspection**

ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE

- Documents et information concernant le présent marché.

Le concurrent, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

- Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le Consultant doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujéti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

- Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

ARTICLE 17 : DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ONDA

L'ONDA fournira tous les documents nécessaires au bon déroulement des travaux du Consultant.

ARTICLE 18 : MODE DE PAIEMENT

L'Office National Des Aéroports se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du titulaire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90)** jours à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation des factures en cinq exemplaires dûment certifiées par les services de l'ONDA.

Pour tous les marchés (marché/avenant) à auditer dans le cadre de la présente mission, le prix correspondant mentionné dans le BDP-DE rémunère au forfait l'audit en question. Ce prix rémunère la production des rapports d'audit en édition provisoire et définitive conformément aux dispositions du CPS.

Les paiements seront effectués à la remise des rapports d'audit en édition définitive et après approbation de ses documents par l'ONDA.

ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF& RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3 %)** du montant initial du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G EMO.

b) **Retenue de garantie** : Par dérogation aux dispositions de l'article 40 du C.C.A.G.EMO aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 20 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché porte sur une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, par jour de retard, une pénalité de **cinq pour mille (5‰)** du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. La pénalité est plafonnée à **dix pour Cent (10 %)** du montant du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les pénalités prévues ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constat de non-conformité aux prescriptions du marché.

ARTICLE 22 : DUREE DE LA MISSION

Le délai de réalisation de la présente mission est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 23 : CONTEXTE DE LA MISSION

La réalisation de cette mission d'audit rentre dans le cadre de la mise en œuvre de la disposition relative à l'audit des marchés, prévue par le Règlement des marchés de l'ONDA.

MARCHES DE MONTANTS SUPERIEURS À CINQ MILLIONS DE DIRHAMS

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
MA_0026/13	Fourniture, installation et mise en service de passerelles télescopiques climatisées équipées de convertisseurs 400 Hz à l'Aéroport Rabat Salé, démontage des passerelles télescopiques existantes et transfert vers le dépôt de l'ONDA.	DI	2/13	29 422 776,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
MA_0027/13	Fourniture, installation et mise en service des systèmes de traitement des bagages pour l'Aéroport de Marrakech Ménara.	DI	154/12	
MA_0209/14	Mise à niveau de l'ERP oracle applications : Mise à niveau des modules Oracle applications et mise en place de nouveaux modules et nouvelles solutions.	DSI	158/14	8 649 758,00 DH
MA_0245/14	Travaux d'entretien des chaussées aéroportuaire en structure souple aux différents aéroports.	PEA	259/14	17 857 296,00 DH
MA_0221/14	Fourniture, installation et mise en service d'équipements radiophare omnidirectionnel VHF VOR Doppler & mesureur de distance DME pour les Aéroports de	PNA	134/14	59 171 437,80 DH
MA_0123/14-EUR	Fourniture, installation et mise en service des équipements de sûreté pour l'Aéroport Mohammed V.	DI	69/14	5 166 294,00 DH
MA_0046/14-EUR	Fourniture, installation et mise en service des équipements de sûreté pour l'aéroport de Fès Saïss.	DI	155/12	
MA_0374/15	Création d'un nouveau départ MT :	DI	251/15	6 882 053,40 DH
MA_0251/15-USD	Acquisition des données ETOD/AMDB de l'Aéroport d'Agadir Al Massira et fourniture, installation et mise en service d'un système d'information géographique permettant la gestion des ETODs/AMDB.	PNA	140/15	10 017 299,88 DH
MA_0211/15-MAD	Fourniture, installation et mise en service de moyens d'aide à la radionavigation pour différents Aéroports	PNA	76/15	56 832 843,00 DH
MA_0050/15	Contrôle de qualité des travaux de construction du projet d'extension et de réaménagement du terminal 1 de l'Aéroport Mohammed V	DI	316/14	5 446 182,00 DH
MA_0365/15	Fourniture, installation, intégration, mise en service et contrat de maintenance des systèmes de détection automatique des explosifs EDS	DI	304/15	99 704 026,32 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
	standard 3 haut débit pour Terminal 1 et Terminal 2 de l'Aéroport Mohammed V Partie 1 : Fourniture, installation, intégration et mise en service des systèmes de détection automatique des explosifs EDS standard 3 haut débit pour Terminal 1 et Terminal 2 de l'Aéroport Mohammed V			
MA_0016/15	Fourniture, installation, mise en service et test d'une station radar primaire et secondaire MSSR mode-S à Agadir, une station radar secondaire MSSR mode-S à Safi et une station radar secondaire MSSR mode-S à Ifrane, pour les besoins du contrôle radar en route et d'approche.	PNA	220/14	102 564 000,00 DH
MA_0220/15	Fourniture, installation et mise en service de moyens d'aide à la radionavigation pour différents Aéroports : Lot 3 : Equipements Non Directional Beacon NDB pour les Aéroports de Casablanca Mohammed V (Daourate), Benslimane, Errachidia, Ifrane et TanTan.	PNA	76/15	9 797 013,60 DH
MA_0363/15	Fourniture, installation et mise en service des détecteurs d'explosifs liquides type B standard 3 pour les différents Aéroports	DI	250/15	18 304 320,00 DH
MA_0285/15	Fourniture installation et mise en service d'équipement des détecteurs de traces d'explosifs et de stupéfiants pour les différents Aéroports	DI	232/15	5 522 782,85 DH
MA_0345/15	Fourniture, installation et mise en service des détecteurs de métaux portatifs et des portiques magnétiques standard 2 pour les différents aéroports	DI	242/15	1 419 000,00 DH
MA_0292/15	Travaux de construction de la cloture de l'Aérodrome de SMARA	DI	257/15	6 984 000,00 DH
MA_0354/15	Travaux de mise à niveau et de remplacement des regards de visite des différents Aéroports	DI	307/15	6 738 000,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
MA_0303/15	Travaux de construction de deux sorties rapides à l'Aéroport Mohammed V	DI	206/15	25 853 280,00
MA_0027/15	Refonte de la plateforme de gestion électronique des documents et Mise en place d'un module BPM et Prestations d'assistance et de maintenance de la plateforme de gestion électronique des documents et BPM. Partie 1 : Refonte de la plateforme de gestion électronique des documents et Mise en place d'un module BPM	DSI	230/14	7 110 486,00 DH
MA_0172/16 – MAD	Fourniture, installation et mise en service des équipements de radiocommunications pour la couverture VHF nationale	PNA	50/16	35 308 620,00 DH
MA_0218/16	Travaux de rénovation et de mise à niveau du balisage lumineux de l'aéroport Mohammed V,	DI	160/16	27 595 539,71 DH
MA_0219/16	Fourniture, installation, mise en service et contrat de maintenance de scanner mobile d'inspection par rayons X pour véhicules type portique monté sur rail y compris la construction et l'aménagement d'un bâtiment pour P.A.R.I.F. Partie 1 : fourniture, installation et mise en service de scanner mobile d'inspection par rayons X pour véhicules type portique monté sur rail y compris la construction et l'aménagement d'un bâtiment pour P.A.R.I.F.	DI	82/16	25 040 400,00 DH
MA_0200/16	Élaboration des auscultations des chaussées aux différents aéroports	DI	78/16	7 683 000,00 DH
MA_0060/16	Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires aux aéroports Mohammed V (T 1 et T 2) et Marrakech Lot n°1 : Aéroport Mohammed V (T 1 et T 2).	DI	21/16	16 080 720,00 DH
MA_0174/16	Fourniture, installation et mise en service des équipements VSAT du réseau CAFSAT	PNA	65/16	10 468 800,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
MA_0040/16	Fourniture, pose et mise en service des équipements de climatisation, de chaudières, de brûleurs, de citernes et de tuyauteries à l'Aéroport Mohammed V. A - Groupes frigorifiques à vis B - Pompes à chaleur C - Climatiseurs individuels et armoires frigorifiques D- Batteries d'eau glacée pour centrales d'air E- Chaudières, brûleurs, citernes et tuyauteries	AP MOHAMMED V	272/15	11 444 745,60 DH
MA_0299/16	Réalisation des installations de protection périmétrique aux différents aéroports Lot 3 : Réalisation d'un tronçon de la clôture périmétrique à l'aéroport de Marrakech.	DI	178/16	5 249 472,47 DH
MA_0207/16	Travaux d'élargissement de l'ouvrage de franchissement d'oued Oum Laachar et accès à l'Aéroport de Guelmim en structure mixte	DI	209/16	25 976 666,38 DH
MA_0026/16 -EUR	Fourniture installation, mise en service et contrat de maintenance des équipements de sûreté à rayons x pour le contrôle des bagages au niveau des différents Aéroports. Partie 1 : Fourniture, installation et mise en service des équipements de sûreté à rayons x pour le contrôle des bagages	DI	264/15	28 482 776,40 DH
MA_0214/16	Travaux de mise à niveau des infrastructures aéronautiques pour la certification de l'Aéroport Mohammed V	DI	171/16	115 213 214,40 DH
MA_0040/16	Fourniture, pose et mise en service des équipements de climatisation, de chaudières, de brûleurs, de citernes et de tuyauteries à l'Aéroport Mohammed V. A - Groupes frigorifiques à vis B - Pompes à chaleur C - Climatiseurs individuels et armoires frigorifiques	AP MOHAMMED V	272/15	11 444 745,60 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
	D- Batteries d'eau glacée pour centrales d'air E- Chaudières, bruleurs, citernes et tuyauteries			
MA_0127/17	Travaux de balisage lumineux de divers aéroports du Royaume Lot 1 : Aéroport Tanger Ibn Battouta	DI	70/17	8 556 000,00 DH
MA_0159/17	Fourniture, installation, mise en service et maintenance des équipements de simulation de contrôle aérien à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile	AIAC	113/17	21 018 877,44 DH
MA_0219/17-EUR	Fourniture de chariots à bagage pour passagers pour différents aéroports du Royaume	PEA	94/17	3 853 020,00 DH
MA_0204/17	Travaux de construction des infrastructures annexes du siège du pôle navigation aérienne	DI	136/17	19 074 768,00 DH
MA_0160/17	Travaux de mise à niveau de la Voie d'Accès au Salon Officiel de l'Aéroport Mohammed V	DI	178/17	14 365 288,80 DH
MA_0177/17	Travaux de mise à niveau des infrastructures aéronautiques de l'aéroport d'Agadir	DI	142/17	39 401 880,00 DH
MA_0197/17	Mise à niveau de l'éclairage public de la voie rapide de l'aéroport Mohammed V	DI	145/17	6 645 774,00 DH
MA_0196/17	Travaux d'extension du poste isolé de l'Aéroport de Rabat Salé	DI	141/17	5 795 880,00 DH
MA_0188/17	Etude de la tarification aéroportuaire et définition d'un nouveau système de mesures incitatives	DSPDD	162/17	2 039 598,00 DH
MA_0175/17-EUR	Fourniture de balisage lumineux de différentes plateformes aéroportuaires Lot 2 : Aéroport Marrakech Ménara	DI	87/17	14 596 009,67 DH
MA_0187/17	Fourniture, installation et mise en service des mires de guidage Lot 1 : Aéroport Mohammed V Terminal 1	DI	163/17	6 367 284,00 DH
MA_0171/17	Fourniture, installation et mise en service des trottoirs roulants au Terminal 2 de l'aéroport Mohammed V	DI	126/17	19 212 177,60 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
MA_0206/17	Fourniture, installation et mise en service des équipements de sûreté pour l'Aéroport Nador Laroui.	DI	98/17	10 144 254,52 DH
MA_0148/17	Fourniture, installation et mise en service d'un système de Gestion de l'Information Aéronautique (AIM)	PNA	79/17	37 574 328,00 DH
MA_0270/18	Fourniture et installation des sièges pour passagers aux différents Aéroports	PEA	176/18	7 602 336,00 DH
MA_0291/18	Travaux de mise à niveau des infrastructures aéronautiques à l'Aéroport d'Ouarzazate	DI	189/18	17 656 806,00 DH
MA_0252/18	Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport d'Ouarzazate	DI	268/18	10 889 244,00 DH
MA_0221/18	Acquisition de postes de commandement mobiles	PEA	134/18	5 760 000,00 DH
MA_0156/18	Mise à niveau et maintenance des réseaux LAN des aéroports principaux et du siège de l'ONDA	DSI	82/18	34 647 456,00 DH
MA_0228/18	Fourniture, installation et mise en service des onduleurs pour les besoins des services Techniques de la Navigation Aérienne.	PNA	165/18	5 524 317,60 DH
MA_0287/18	Fourniture, installation et mise en service des détecteurs de traces d'explosifs et de stupéfiants pour les différents aéroports	DI	235/18	5 713 377,12 DH
MA_0263/18	Fourniture du matériel pyrotechnique pour la lutte contre le péril animalier	PEA	187/18	5 327 718,00 DH
MA_0216_C1/18	Acquisition et maintenance de véhicules de sauvetage et lutte contre les incendies d'aéronefs	PEA	16/18	147 022 920,00 DH
MA_0295/18	Elaboration des auscultations des chaussées aux différents aéroports	DI	208/18	6 046 260,00 DH
MA_0181/18	Travaux de Réaménagement des blocs sanitaires à l'Aéroport Mohammed V	AP MOHAMMED V	93/18	5 995 872,00 DH
MA_0285/18	Renouvellement des équipements du réseau VSAT National	PNA	254/18	7 099 999,20 DH
MA_0135/18	Fourniture, installation, mise en service et maintenance d'un progiciel de gestion intégré -ERP-	AIAC	58/18	2 963 400,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
	pour la gestion de la formation à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile			
MA_0300/18	Mise à niveau, renforcement et maintenance des systèmes de vidéosurveillance, contrôle d'accès et sécurité périmétrique de l'aéroport de Rabat-Salé	DSI	92/18	46 792 562,93 DH
MA_0301/18	Mise à niveau, renforcement et maintenance des systèmes de vidéosurveillance, contrôle d'accès et sécurité périmétrique de l'aéroport d'Agadir AL Massira Tranche conditionnelle : Maintenance des systèmes de vidéosurveillance, contrôle d'accès et sécurité périmétrique de l'aéroport d'Agadir AL Massira	DSI	156/18	30 606 817,40 DH
MA_0279/18	Fourniture de balisage lumineux de différentes plateformes aéroportuaires. Lot 2 : Aéroport GUELMIM	DI	168/18	10 016 600,44 DH
MA_0278/18	Fourniture, Installation et mise en service des carrousels à l'arrivée du terminal 1 de l'Aéroport Mohammed V	DI	143/18	8 910 000,00 DH
MA_0236/18	Système d'entraînement pour le sauvetage et lutte contre les incendies d'aéronefs	PEA	229/18	8 400 000,00 DH
MA_0198/19 &	Travaux d'achèvement du chemin de ronde à l'Aéroport de Tanger	DI	146/19	5 262 600,00 DH
MA_0208/19	Travaux de rénovation du balisage lumineux liés aux travaux de réfection de la piste et aires de manœuvre Lot N°1 : Aéroport de FES SAISS	DI	136/19	10 836 900,00 DH
MA_0266/19	Travaux d'achèvement du réseau de drainage de l'Aéroport de Tétouan	DI	177/19	9 298 980,00 DH
MA_0153/19	Fourniture, installation et mise en service des équipements de communications chaîne radio VCS et enregistreurs pour les besoins de la Navigation Aérienne	PNA	62/19	15 578 292,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
MA_0226/19	Travaux de reconstruction d'un tronçon de la clôture domaniale de l'Aéroport de Tanger	DIF	264/19	7 673 520,00 DH
MA_0279/19	Fourniture de chariots à bagages pour passagers aux différents aéroports	PEA	190/19	5 449 059,00 DH
MA_0246/19	Travaux de réfection de l'étanchéité à l'Aéroport de Marrakech	PEA	162/19	6 109 560,00 DH
MA_0100/19	Travaux d'entretien des bâtiments administratifs et techniques à la plate-forme aéroportuaire Mohammed V Lot n°2 : Entretien des menuiseries	AP MOHAMMED V	81/19	5 510 208,00 DH
MA_0195/19	Travaux de construction d'un poste isolé et un parking administratif à l'Aéroport de Marrakech Ménara	DI	156/19	15 492 660,00 DH
MA_0193/19	Fourniture et pose de divers mobiliers aéroportuaires pour le projet de la zone centrale et module domestique de l'aéroport Mohammed V	DI	147/19	6 261 064,28 DH
MA_0297/19-MAD	Fourniture et mise en service de moyens d'aide à la navigation aérienne équipements système d'atterrissage (ILS) et mesureur de distance (DME) pour différents aéroports	PNA	82/19	170 968 243,50 DH
MA_0252/19	Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde sur disque, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes	DSI	229/19	5 935 132,80 DH
MA_0290/19	Travaux de construction d'une compagnie air à l'Aéroport de Rabat Salé	DI	183/19	13 518 804,00 DH
MA_0209/19	Travaux de rénovation du balisage lumineux liés aux travaux de réfection de la piste et aires de manœuvre Lot N°2 : Aéroport de RABAT SALE	DI	136/19	37 313 718,05 DH
MA_0256/19	Fourniture, installation et mise en service des équipements de radiocommunications pour les besoins des services de la Navigation Aérienne.	PNA	75/19	63 253 093,20 DH
MA_0293/19	Fourniture, installation et mise en service des équipements	PNA	195/19	62 821 200,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
	radiophare omnidirectionnel (VOR) Doppler & mesureur de distance (DME)			
MA_0192/19	Fourniture, installation et mise en service des détecteurs de traces d'explosifs et de stupéfiants pour les différents aéroports	DI	145/19	4 950 000,00 DH
MA_0174/19	Fourniture, installation et mise en service d'un système D-ATIS	PNA	67/19	19 891 687,09 DH
MA_0289/19	Etude d'élaboration des programmes de développement des infrastructures aéronautiques des aéroports de Tanger, Agadir et Marrakech	DI	262/19	7 786 383,22 DH
MA_0042/20	Fourniture, installation et mise en service d'un système de la messagerie Aéronautique AFTN/CIDIN/AMHS de Base / ATSMHS Etendu	PNA	20/20	11 934 463,20 DH
MA_0146/20	Travaux de mise à niveau des infrastructures Aéronautiques de l'Aéroport de DAKHLA	AP DAKHLA	83/20	107 519 767,68 DH
MA_0145/20	Fourniture de matériel de sauvetage et lutte contre l'incendie	PEA	118/20	2 538 188,40 DH
MA_0151/20	Travaux de renforcement des mesures de sécurité à l'Aéroport de Ouarzazate	DI	101/20	10 898 400,00 DH
MA_0137/20	Rénovation et mise à niveau du balisage lumineux liés aux travaux de réfection de la piste et aires de manœuvre Lot n° 2 : Aéroport de Dakhla	DI	96/20	11 532 192,00 DH
MA_0157/20	Travaux de construction d'un parking avions à l'Aéroport de Rabat Salé	DI	90/20	26 349 900,00 DH
MA_0134/20	Fourniture, pose, et mise en service de groupes frigorifiques et de climatiseurs individuels à l'aéroport Mohammed V	AP MOHAMMED V	79/20	9 360 000,00 DH
MA_0023/21	Fourniture et installation des régulateurs à courant constant et leur intégration avec le système de gestion de balisage de l'aéroport Mohammed V	DI	7/21	7 733 856,00 DH
MA_0146/21	Fourniture de matériel de sauvetage et de lutte contre	PEA	155/21	5 476 020,26 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	N° AOO	Montant du marché TTC
	l'incendie et d'équipements pour poste incendie			
MA_0180/21	Travaux d'entretien des chaussées aéronautiques en structure souple de différents aéroports Lot 3 : Région Sud (Aéroports : Marrakech, Béni Mellal, Essaouira, Agadir, Laayoune, Tan Tan, Dakhla, Guelmim, Ouarzazate, Zagora) Max	PEA	121/21	7 656 600,00 DH
MA_0147/21	Travaux d'entretien des chaussées aéronautiques en structure rigide Lot 1 : Région de Casablanca Max	PEA	113/21	5 283 600,00 DH
MA_0179/21	Travaux d'entretien des chaussées aéronautiques en structure souple de différents aéroports Lot 2 : Région Centrale (Aéroports : Casablanca, Benslimane, Tit Mellil, Fès, Er-Rachidia, Ifrane, Rabat)	PEA	121/21	10 701 600,00 DH

MARCHES NEGOCIES DE MONTANTS SUPERIEURS
A UN MILLION DE DIRHAMS

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	MT du marché TTC
MA_0196/15	Mise à jour du système de gestion du trafic aérien et du simulateur de l'Aéroport de Marrakech Ménara	PNA	8 845 320,00 DH
MA_00159/16	Travaux de reconstruction d'un tronçon de la clôture domaniale de l'Aéroport de Lâayoune	DI	21 768 000,00 DH
MC010/16	Fourniture, installation, mise en service et contrat de maintenance des passerelles télescopiques équipées de convertisseurs 400 HZ et de mires de guidage pour l'Aéroport Marrakech Ménara. Partie 1: Fourniture, installation et mise en service des passerelles télescopiques équipées de convertisseurs 400 HZ et de mires de guidage pour l'aéroport Marrakech Ménara Partie en euros	DI	46 647 924,00 DH
MA_0240/17	Extension, mise à jour et maintenance de l'autocommutateur téléphonique PABX installé à l'Aéroport Mohammed V	AEROPORT MOHAMMED V	2 640 000,00 DH
MA_0141/17	Travaux d'achèvement de la construction du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport d'El Hoceima, lots architecturaux, techniques et de décoration	DI	39 111 366,95 DH
MA_0142/17	Travaux d'achèvement de la construction du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune, lots architecturaux, techniques et de décoration	DI	40 880 943,06 DH
MA_0173/17	Mise à jour des études techniques et suivi des travaux relatifs au projet de Développement de l'Aéroport Nador Al Aroui	AP NADOR	5 580 000,00 DH
MA_0100/17	AVENANT N°1 AU MARCHE N° 175/16 Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures du terminal 1 à l'Aéroport Mohammed V	DI	1 394 400,00 DH
MA_0012/20	Mise en place d'une solution de mesure et de gestion de la température corporelle au niveau des aéroports du Maroc	PEA	5 760 000,00 DH

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	MT du marché TTC
MA_0164/20	Déplacement et mise en service du système Glide/DME Piste 35R de l'aéroport de Casablanca Mohammed V	PNA	1 740 000,00 DH

MARCHES DE MAINTENANCE

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	MT du marché TTC
66/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de dakhla	Dakhla	528 000,00
66/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport d'agadir	Agadir	580 800,00
62/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport d'essaouira	Essaouira	644 400,00
62/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de marrakech	Marrakech	172 800,00
62/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de beni mellal	Béni Mellal	69 600,00
65/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de Fès	Fès	2 046 000,00
67/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de Nador	Nador	672 000,00
68/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X	Ouarzazate	72 000,00

Numéro de l'Engagement	Libellé	Direction concernée	MT du marché TTC
	conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de ouarzazate		
63/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de Rabat	Rabat	556 800,00
64/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de Tanger	Tanger	1 303 200,00
64/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de Tétouane	Tétouan	136 800,00
70/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport d'errachidia	Errachidia	432 000,00
69/20	Maintenance des équipements de détection automatique des explosifs EDS standard 2 et à rayon X conventionnels de marque Rapiscan de l'aéroport de guelmim	Guelmim	336 000,00
220/16	Maintenance de scanner mobile d'inspection par rayon X pour véhicule type portique monté sur rail y compris la construction et l'aménagement d'un bâtiment pour PARIF	Mohammed V	1 200 000,00
MA	Maintenance des équipements de sûreté de marque Rapiscan de l'aéroport de Marrakech	Marrakech	2 736 000,00
MA	Maintenance des équipements de sûreté de marque Rapiscan de l'aéroport de Zagora	Zagora	216 000,00

ARTICLE 24 : CONSISTANCE DE LA MISSION

A/ DEFINITION DE LA MISSION DE L'AUDIT

L'audit objet du présent marché, porte, pour chaque marché énuméré ci-dessus, sur les prestations définies ci-après :

A.1. Phase de préparation du DAO

Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux

L'auditeur devra examiner et analyser profondément les dispositions des dossiers d'appel d'offres et le mode de passation et d'attribution du marché. La conformité des clauses du marché au dossier de consultation des entreprises (DCE) sera aussi vérifiée.

Pour cela l'auditeur examinera les principes de bases d'attribution de la commande publique en :

- Examinant les délais de publication du programme prévisionnel annuel ;
- Vérifiant si le règlement de l'appel d'offres est clair et précis et si les critères de jugement des offres ne sont pas discriminatoires et ne permettent pas un favoritisme ;
- Vérifiant si les soumissionnaires ont reçu les mêmes informations et communications ;
- Examinant les délais de publication de l'avis d'appel d'offres dans les journaux et les avis modificatifs ;

Le niveau de précision et de clarté des termes de références du dossier de consultation des entreprises (DCE) sera vérifié.

L'auditeur devra examiner et analyser en détail les points suivants :

- La conformité des prescriptions techniques avec les fascicules techniques, les normes d'usage et les règles de l'art en la matière et le cas échéant aux dispositions des Cahiers des Prescriptions Communes (CPC);
- Le niveau de précision des dispositions administratives et financières avec les textes réglementaires en vigueur ;
- Le niveau de précision des articles du Cahier des Prescriptions Spéciales en liaison avec le type de projet ou des prestations demandées ;
- Le niveau de précision des dispositions techniques avec les normes en usage et les règles de l'art ;
- Le niveau de précision des prescriptions techniques des fournitures et des équipements ;
- Le mode ainsi que les différents types de contrôle adoptés pour s'assurer de la conformité et la qualité des prestations demandées (contrôle des projets d'exécution, contrôle des matériaux de construction et des fournitures, contrôle de l'exécution et le contrôle de réception) ;
- Le niveau de précision et de définition des différents prix ;
- Le mode d'évaluation et le principe de rémunération des prestations ;
- Les quantités figurant dans les détails estimatifs et leur conformité et exhaustivité avec les dossiers d'études éventuels.
- L'opportunité des prix figurant au détail estimatif et au bordereau des prix de chaque marché.

A.2 Phase de passation du marché.

L'auditeur examinera les différentes pièces du dossier d'appel d'offres et de ses addenda ayant abouti à la conclusion des marchés notamment :

- Les Procès-verbaux d'ouverture et de jugement des offres ;

- Le rapport de la sous-commission technique,
- Les échantillons et prospectus le cas échéant,
- Et le mémoire technique d'exécution des prestations et planning.
- Notification de approbation;
- Enregistrement et timbrage;
- Caution définitive;
- Attestation d'assurances;
- Nantissement;
- Ordre de service de commencement des prestations.

A.3 Phase d'exécution des prestations.

1. Analyse des coûts

Les différents postes et prix du bordereau des prix et du détail estimatif des marchés à auditer seront analysés :

- En faisant une comparaison entre les montants relatifs aux différentes prestations du marché initial et ses avenants et leurs analogues au niveau des différents décomptes provisoires.
- En faisant une comparaison entre les quantitatifs relatifs aux différentes prestations du marché initial et de ses avenants au niveau des différents décomptes provisoires et leurs attachements correspondants.
- En faisant une comparaison entre les montants relatifs aux différentes prestations du marché initial et leurs analogues au niveau du décompte définitif et le mètre définitif.
- En vérifiant l'adéquation des paiements avec les services faits ou rendus par les sociétés.
- En vérifiant, les conditions de réception et de paiement des différents prix au niveau des décomptes provisoires.

Cette analyse doit faire ressortir les postes qui ont subi des changements (augmentation et diminution) ayant un impact sur le coût final du marché et renseigner sur le mode de règlement des surcoûts éventuellement enregistrés (avenants ou autres).

Les prix sous-estimés ou surestimés doivent aussi être mis en évidence et examinés.

Les prix non utilisés doivent aussi être mis en évidence et examinés.

Les explications relatives à l'origine des changements doivent être données par l'auditeur.

L'auditeur, sur la base d'un sondage sur un échantillonnage représentatif portant sur 10% des prix figurant au décompte contrôlé (avec un minimum de 10 prix), doit vérifier la régularité et l'exactitude des quantités. Pour cela, une vérification des mètres et des formules utilisées s'impose pour vérifier la conformité des décomptes aux attachements et aux mètres.

L'auditeur doit examiner et analyser la formule de la révision des prix le cas échéant, et son impact sur le montant final du marché. Il doit aussi auditer les prix ayant fait l'objet de révision en examinant les conditions d'éligibilité.

Les avances accordées et les retenues opérées doivent faire l'objet d'examen minutieux de la part de l'auditeur. Les pénalités opérées doivent aussi être examinées et auditées.

L'auditeur doit examiner et analyser les intérêts moratoires accordés à la société ou réclamés par cette dernière.

L'auditeur doit accorder une attention particulière à l'audit du décompte définitif, du métré définitif et des plans de recollement et leur signature et approbation par les différents centres de responsabilité.

2. Le délai de réalisation des prestations

L'auditeur aura à examiner le délai effectif de réalisation des prestations en rapport avec les délais d'exécution prévus par le marché. Pour cela l'auditeur examinera la tenue du registre des ordres de service.

Les différents ordres de service donnés par le maître d'ouvrage à la société, leur conformité avec les dispositions du marché et des textes en vigueur notamment le CCAG-T/CCAG-EMO et les correspondances échangées avec la société à ce sujet seront examinés.

Une attention particulière doit être accordée aux ordres de service d'arrêt des travaux et leurs motifs ainsi qu'aux ordres de reprise.

L'auditeur auditera l'impact de l'extension des délais sur le cout du marché et sur le montant de la révision des prix.

3. La qualité des prestations

Les investigations de matérialité concerneront l'ensemble des sites et lieux où les prestations objets des marchés à auditer ont été réalisées ou fournies. Cet aspect de l'audit concernera l'ensemble des marchés.

A ce sujet, l'auditeur accomplira les tâches suivantes :

- 1.** Audit de la qualité des projets d'exécution et plans d'exécution remis aux sociétés et la conformité des réalisations à ces plans ;
- 2.** Audit de la qualité des projets d'exécution et plans d'exécution établis par les sociétés et la conformité des réalisations à ces plans ;
- 3.** Appréciation de la qualité des prestations fournies, des matériaux utilisés, des équipements et autres prestations réalisés dans le cadre des marchés à auditer ;
- 4.** Examen et audit des rapports de contrôle de qualité et de conformité réalisés aussi bien par le laboratoire de la société que par celui du maître d'ouvrage.
- 5.** Appréciation de la qualité des fournitures et des équipements, les délais de livraison et la logistique adoptée.
- 6.** Appréciation de la qualité des rapports d'essais en usine, des essais industriels et des essais de mise en eau.
- 7.** Examen et expertise de l'aspect extérieur de l'ensemble des ouvrages et/ou équipements et autres prestations d'une façon systématique, réalisés dans le cadre des marchés à auditer, au cours de sorties sur le terrain qui seront organisées en concertation avec le maître d'ouvrage.
- 8.** Examen et expertise d'ouvrages ou parties d'ouvrages, des matériaux utilisés, des fournitures et autres prestations, réalisés dans le cadre des marchés à auditer, et présentant

des malfaçons ou des détériorations, et ce au niveau de sites repérés à l'issue de la mise en œuvre de la prestation précédente (Examen de l'aspect extérieur des ouvrages).

9. Vérification de la qualité et de la conformité de l'ensemble des équipements et fournitures aux prescriptions techniques des marchés et aux fiches techniques des fournisseurs.

10. Vérification de la fonctionnalité des équipements et prestations fournis.

Pour les points suscités, l'auditeur pourra recommander au maître d'ouvrage des investigations complémentaires pour s'assurer de la qualité des ouvrages, des matériaux utilisés et des fournitures. Il revient au maître d'ouvrage de donner suite ou non à la recommandation de l'auditeur. En cas de leurs réalisations, les frais y correspondant seront pris en charge par le maître d'ouvrage.

L'auditeur devra aussi :

11. Donner un avis sur les modes de contrôle effectués par le maître d'œuvre pour ce qui est de la conformité des ouvrages aux plans d'exécution et pour ce qui est de leur qualité ;

12. Donner un avis sur les modes de réception des fournitures et équipements acquis ;

13. Vérifier si tous les types de contrôle prévus par le marché ont été effectués et à la fréquence prévue par le CPS. Préciser les manques éventuels par ordre d'importance ;

Vérifier la remise en état des lieux après achèvement des prestations.

A.4 La gestion administrative et technique du marché

• Gestion administrative

L'auditeur doit examiner toutes les pièces administratives du marché ainsi que du ou des **avenants** éventuels correspondants, notamment :

- Ordres de service relatif à la gestion des délais (commencement, arrêt et reprise);
- Autres ordres de services relatifs à la gestion du marché (modification dans la masse prestations, modification dans la nature des prestations....)
- Autres ordres de services relatifs aux mesures coercitives : Mise en demeure ; Résiliation;

L'auditeur doit examiner et auditer :

- les documents administratifs relatifs à la réception partielle, à la réception provisoire et définitive et leurs signatures par les différents centres de responsabilité.
- les documents administratifs relatifs aux circuits de livraison des fournitures acquis et leurs réceptions et leurs signatures par les différents centres de responsabilité.
- les divers documents des prises d'attachement, les carnets de métrés, les décomptes provisoires, leur signature par les différents centres de responsabilité et leur paiement par les trésoriers payeurs et/ou les organismes de financement.
- les mises en demeures et les résiliations prononcées, le cas échéant.

L'auditeur doit se prononcer sur la conformité des pièces et sur les délais de leur production par le maître d'œuvre en rapport avec les dispositions du marché et des textes en vigueur.

L'audit portera aussi sur la traçabilité et la consistance des activités de la maîtrise d'œuvre.

• Gestion technique

L'auditeur doit examiner la gestion des dossiers techniques, notamment celle relative au mémoire technique, au projet d'exécution, aux notes techniques, et aux modifications apportées au projet d'exécution initial.

L'auditeur doit auditer l'opportunité technique des avenants conclus ainsi que les dispositions réglementaires ayant motivé leur passation.

Les différents P.V de réunion de chantier ou de coordination ainsi que le rapport d'achèvement du marché seront examinés par l'auditeur et des conclusions quant à la gestion technique du marché doivent être tirées.

Les différentes correspondances échangées seront examinés par l'auditeur.

L'auditeur donnera son avis sur les modifications apportées lors de l'exécution du marché sur la base d'une comparaison technico-financière. Une attention particulière doit être accordée aux modifications apportées au projet. Pour cela, l'auditeur aura à :

1. Etablir la liste complète et exhaustive des modifications éventuelles apportées au projet entre le dossier d'exécution initial de lancement de l'Appel d'Offre et les plans de recollement (ou plans bon pour exécution) ;
2. Examiner toutes notes techniques produites justifiant les modifications du projet ;
3. Identifier les modifications apportées aux ouvrages et aux équipements ;
4. Faire ressortir l'origine des modifications :
 - Proposition de l'une des parties,
 - Éléments nouveaux mis en évidence pendant l'exécution du marché.
 - Préciser clairement si elles sont dues à une insuffisance des investigations effectuées au stade de l'avant-projet, à l'insuffisance de précision au niveau des études d'exécution ou à une mauvaise interprétation des résultats obtenus ou à une autre raison qu'il conviendrait de préciser.
5. Analyser l'incidence de ces modifications sur les délais et sur les coûts ;
6. Préciser si ces modifications sont justifiées et s'il était raisonnablement possible de les prévoir au stade des études d'avant-projet ou du projet d'exécution ;
7. Préciser si les modifications étaient nécessaires et si elles sont globalement bénéfiques pour le projet.

A.5 Conclusions et recommandations

Cette prestation sera réalisée pour chaque marché à auditer.

Après la phase d'analyse et d'audit des différents aspects de chaque marché, l'auditeur devra établir une synthèse des différents aspects de la prestation précédente dans lequel il doit tirer les conclusions et constats se rapportant à l'ensemble des aspects examinés.

Les conclusions concernant la maîtrise d'œuvre, la gestion administrative et technique des marchés doivent **être claires et motivées**.

Les conclusions concernant le délai, la qualité des prestations et les coûts doivent **être claires et motivées**.

Les conclusions de l'audit devront se prononcer sur l'aptitude des prestations réalisées (travaux ou fournitures) à remplir et à assurer les fonctions pour lesquelles elles ont été réalisées.

L'auditeur doit faire des propositions ou recommandations à suivre pour l'amélioration des aspects audités. Ces recommandations ou résolutions doivent concerner :

1. La préparation du dossier d'appel d'offres et la dévolution du marché
2. Les termes de références des CPS et le niveau de précision des données qu'ils contiennent ;
3. Les études d'exécution et les projets d'exécution ;
4. Les constats négatifs de l'audit et les mesures à prendre ;
5. La maîtrise d'œuvre en charge de la gestion du marché ;
6. La gestion administrative ;
7. La gestion technique ;
8. La maîtrise du délai, du coût et de la qualité.

B/ PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR L'AUDIT DES MARCHES DE BATIMENTS

L'audit des marchés publics relatifs aux constructions de bâtiments au niveau des différentes plateformes aéroportuaires concernera outre le marché de base relatif aux travaux proprement dits, d'autres marchés et contrats en liaison avec l'exécution des dits travaux. Effectivement d'autres intervenants assistent le maître d'ouvrage dans la conception des bâtiments et le suivi des réalisations, il s'agit des marchés et contrats suivants :

- Le marché ou le contrat conclu par le maître d'ouvrage avec l'architecte pour l'étude de la conception et de définition du projet ;
- Le marché ou le contrat conclu par le maître d'ouvrage avec le bureau d'étude pour l'étude de la conception et de définition du projet ;
- Le marché ou le contrat conclu par le maître d'ouvrage avec l'architecte ayant assuré la maîtrise d'œuvre des travaux de construction ;
- Le marché ou le contrat conclu par le maître d'ouvrage avec le bureau de contrôle d'architecte ayant assuré la production des plans et projets d'exécution et /ou ayant assuré la vérification et l'approbation des plans d'exécution ;
- Le marché ou le contrat conclu avec le laboratoire de BTP pour le suivi de la qualité des matériaux, matériels et travaux.
- Le marché ou le contrat conclu avec le cabinet topographique pour les prestations topographiques ;
- Ainsi que tous marchés ou bons de commande conclus soit par le maître d'ouvrage soit par la société titulaire des travaux.

Pour l'audit des marchés objet de cet article, l'auditeur, en sus des aspects à auditer objet des prescriptions de la partie A du présent article, auditera les aspects suivants :

- Identifier l'existence de l'ensemble des contrats et marchés contractés par le maître d'ouvrage (architecte, bureau d'études, bureau de contrôle et le laboratoire) et par le titulaire (le laboratoire).
- Auditer les conditions et modalités de passation des contrats et marchés contractés avec les intervenants suscités ;

- Auditer l'organisation ainsi que les moyens humains et matériels dédiés à la maîtrise d'œuvre arrêtée par le maître d'ouvrage pour la coordination entre les différents intervenants ;
- Vérifier si le projet a fait l'objet d'un ordonnancement et d'un planning d'exécution et si ce planning est détaillé et qu'il a fait l'objet de révision périodique ;
- Vérifier à travers, le chronogramme de mise en place de ces intervenants et de conclusions des contrats comme préalables nécessaires à la conduite des projets de constructions ;
- Vérifier si les termes de références des marchés et contrats passés avec les divers intervenants sont concises, et détaillées (prescriptions techniques, administratives et financières) ;
- Vérifier, l'adéquation et le degré de précision des marchés de constructions avec les normes en usage et les règles de l'art ;
- Vérifier à la lumière des études architecturales et des études d'exécution si les prestations et les quantités retenues au niveau du détail estimatif du marché des travaux sont conformes et en adéquation avec les études suscitées. En cas de discordance ou de changement des prescriptions suscitées, des explications et commentaires doivent être dégagées par l'auditeur ;
- Vérifier à la lumière des études architecturales et des études d'exécution si les prescriptions techniques retenues au niveau du CPS du marché des travaux sont conformes et en adéquation avec les études suscitées. En cas de discordance ou de changement des prescriptions suscitées, des explications et commentaires doivent être dégagées par l'auditeur ;
- Auditer le circuit et le délai d'établissement des projets d'exécution, leur vérification et approbation par les différents centres de responsabilité.
- Auditer les différentes notes de calcul et rapports relatifs au dimensionnement des fondations à la lumière des études et reconnaissances géotechnique réalisés ;
- Auditer les différentes notes de calcul et rapports relatifs au dimensionnement de la structure proprement dite à la lumière des études et reconnaissances géotechnique réalisés ;
- Auditer et vérifier les différents plans produits à la lumière des notes de calcul établis relative au dimensionnement de la construction des différents ouvrages (ferraillage, coffrage, calcul du béton armé et le calcul de stabilité :
 - Hypothèse et paramètres de calcul retenue notamment le respect des normes en usage : respect des normes parasismiques,
 - la méthode de calcul adoptée (notamment pour le calcul du béton armé),
 - Les résultats de dimensionnement : épaisseur, profondeur, hauteur, recouvrement, ...)
- Auditer les différents rapports, PV et notes de laboratoire relatifs à la qualité des matériaux et matériels utilisés :
 - Les conditions de prélèvement ou d'échantillonnage des matériaux ;
 - Les études d'agréments des différents matériaux ;
 - Les études de formulation des différents bétons ;
 - Les études de convenance ;
 - Les essais de recette en cours d'exécution ;

- Auditer et vérifier la compatibilité des divers catégories de béton retenues et leur destination dans les divers éléments de la construction (fondation, dalle, mur, poteau, poutre....) : (composition et formulation des différents bétons) ;
- Auditer et vérifier si les conditions de réception des matériaux, matériels et travaux ont été respectés ;
- Vérifier que les différents contrôles dictés par le marché ont été effectués, aux fréquences fixées, aussi bien par le maître d'ouvrage que par le titulaire ;
- Vérifier à travers les rapports produits, les conditions de réception du ferrailage et les conditions de coulage du béton ;
- Auditer et analyser le contenu des cahiers de chantier et relever les incidents et les dysfonctionnements qui ont eu lieu et qui ont eu un impact négatif sur la qualité, le délai ou le coût des travaux ;
- Auditer et analyser le contenu des différentes correspondances échangées entre le maître d'ouvrage et le titulaire et celles échangées entre le maître d'ouvrage et les divers intervenants et relever les incidents et les dysfonctionnements qui ont eu lieu et qui ont eu un impact négatif sur la qualité, le délai ou le coût des travaux ;
- A travers, les documents relatifs à la gestion des délais (ordres de services) et des pièces comptables (attachement, décompte) Identifier les extensions dans les délais de réalisation et les augmentations ou diminutions des coûts de chaque contrat.
- Auditer et analyser le contenu des rapports produits par les différents intervenants et relever les incidents et les dysfonctionnements qui ont eu lieu et qui ont eu un impact négatif sur la qualité, le délai ou le coût des travaux ;
- Auditer les modalités de préparation des attachements, leur vérification et approbation par les différents centres de responsabilités ;
- Vérifier si les métrés réalisés sont justifiés et conformes aux réalisations et aux reconnaissances géotechniques effectuées ;
- Vérifier que les certificats de conformité des lots techniques sont établis par le bureau de contrôle ;
- Auditer et examiner, le rapport de fin des travaux (rapport d'achèvement).
- Auditer et examiner les conditions de réception des différents ouvrages (surtout les parties enterrées), les réceptions partielles, les réceptions provisoires et définitives. Vérifier aussi que les conditions préalables à chaque réception ont été satisfaites ;
- Vérifier que les plans de recollement des différents lots sont établis et vérifier par échantillonnage la conformité des métrés aux plans de recollement ;

C/ PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR L'AUDIT DES MARCHES DE MAINTENANCE :

L'audit vise à analyser la situation et la méthode de travail actuelle de la maintenance des équipements aéroportuaires dans les aéroports objet de l'audit, et de proposer ainsi les pistes d'amélioration de la fonction maintenance. En Effet, en étant une plateforme de transit des passagers, l'aéroport doit à travers ses différentes composantes fournir un service de qualité. Un équipement aéroportuaire bien entretenu y joue un rôle crucial dans la chaîne de traitement et garantit ainsi un passage dans les meilleures conditions possibles.

Dans ce cadre, le cabinet d'audit a pour mission :

- Procéder au diagnostic de l'existant : Evaluer la maintenance, son organisation son mode de gestion et de son organisation (le suivi des contrats, la fixation des termes de référence des contrats notamment le mode de paiement/forfait, le degré de ...) ;

- Réaliser un benchmark des expériences, bonne pratiques et erreurs à éviter ;
- Elaborer plusieurs scénarios de développement de la fonction maintenance ;
- Elaborer une feuille de route pour améliorer la fonction maintenance ;
- Evaluer les performances et de révéler les pistes de progrès pouvant être exploitées notamment le leasing ;

A cet effet il y'a lieu de vérifier :

- Si le contrat entre dans le cadre d'une politique de maintenance bien définie, préétablie, planifiée et justifiée par des méthodes scientifiques (la méthode [MERIDE](#), l'analyse [AMDEC](#), le [réseau PERT](#), le [diagramme de Gantt](#)...etc.) et dont l'objectif est de déterminer les actions de maintenance (préventive, conditionnelle), les pièces de rechange à gérer en stock, les procédures à mettre en œuvre, la formation des personnels et les études financières de mise à niveau et de remplacement des équipements ;
- Si l'option achat par leasing est favorable à l'office, et ce d'un point de vue technique, budgétaire et économique ;
- Si l'étude justificative du marché ou l'étude technico économique préalable relative à ce marché a été réalisée en bonne et due forme ;
- L'existence d'un rapport ou fiche technique où sont disponibles toutes les informations sur les installations et les équipements concernées par le contrat de maintenance, le coût d'acquisition, la date d'installation et de mise en service de chaque équipement, l'historique des réparations et les différents indicateurs de la maintenance (MTBF, MTTR, FMD, indice VIS...etc.) ;
- L'existence des procès-verbaux de mise en service des différentes installations, objet du contrat de maintenance ;
- Si le calcul de l'estimation des coûts a été justifié ;
- Si les pénalités ont été prévues en fonction de l'atteinte des objectifs du niveau de service "SLO" :
 - ✓ PRR : Taux de respect du planning de la maintenance préventive
 - ✓ MRT: Temps moyen de réaction
 - ✓ D: Disponibilité
- Si les différents niveaux de la maintenance préventive et corrective, objet de l'intervention du prestataire, sont définis dans le CPS ;
- Pour la maintenance corrective, si le choix entre la solution de dépannage (maintenance palliative) et celle de réparation (maintenance curative), est précisé.
- Examiner la réalité et la conformité des prestations réalisées par rapport à ce qui est facturé par le prestataire

B- Prescription de suivi de la matrice de suivi des recommandations de la dernière mission d'audit des marchés de l'ONDA :

L'auditeur doit examiner en détail les recommandations formulées dans le rapport de synthèse de la mission précédente d'audit des marchés de l'ONDA. Il analysera le contexte, les objectifs visés et la mise en œuvre des actions recommandées.

Évaluation de la mise en œuvre :

L'auditeur collecte des informations auprès de différentes entités pour évaluer l'état d'avancement de chaque recommandation.

Il examine les preuves documentaires, telles que les rapports de suivi internes, les procédures mises en place, les comptes rendus de réunions, etc.

Si nécessaire, l'auditeur peut également effectuer des entretiens avec les responsables concernés pour obtenir des éclaircissements supplémentaires.

Analyse des écarts

L'auditeur compare les actions effectivement réalisées par l'entité concernée avec les actions recommandées dans le rapport de synthèse.

Il identifie les écarts entre les recommandations et leur mise en œuvre, en recherchant les raisons de ces écarts (contraintes opérationnelles, ressources insuffisantes, manque de suivi, etc.).

Vérification de l'efficacité :

L'auditeur évalue l'efficacité des actions mises en œuvre pour résoudre les problèmes ou atteindre les objectifs fixés.

Il examine si les recommandations ont permis d'obtenir les résultats attendus et s'ils ont eu un impact positif sur les processus.

L'auditeur met en évidence les recommandations mises en œuvre avec succès, celles en cours de réalisation et celles qui n'ont pas été mises en œuvre ou qui nécessitent une attention particulière

Recommandations supplémentaires :

Sur la base des résultats du suivi, l'auditeur peut formuler de nouvelles recommandations pour améliorer davantage les processus, renforcer les contrôles internes ou optimiser les résultats. Ces recommandations supplémentaires sont fournies dans le rapport de suivi, accompagnées d'arguments justifiant leur pertinence et leur impact potentiel.

ARTICLE 25 : ORGANISATION DES INTERVENTIONS DU CONTRACTANT

A/ Domaines et aspects prévus pour l'audit

Pour mener à bien les prestations définies dans le présent CPS, l'auditeur mobilisera des experts qui travailleront en équipe.

Les moyens en personnel du contractant, seront régis par les dispositions stipulées par le CCAG-EMO.

B/ Discretion et protection du secret

L'auditeur est soumis aux obligations de discrétion et de protection du secret conformément aux dispositions stipulées par le CCAG-EMO.

C/ Coordination de la mission d'audit

Le Département Audit Interne et Inspection assurera la coordination de la mission d'audit dans ses aspects techniques. La Division Audit interne assurera le suivi des prestations objet du marché.

D/ Conditions d'exécution de la mission d'audit

• Conditions générales

L'auditeur établira la liste complète et exhaustive des dossiers, rapports et documents à consulter et le maître d'ouvrage se chargera de faire les contacts nécessaires auprès de l'entité concernée pour mettre à la disposition de l'auditeur, les dossiers, rapports et documents disponibles relatifs aux marchés audités objet du présent marché.

Ces dossiers et documents précités doivent être consultés sur place au niveau de la structure auditée. Si l'auditeur désire faire photocopie de certaines pièces, il doit formuler sa demande auprès du maître d'ouvrage qui se chargera de la satisfaire auprès de l'entité concernée. Les frais de photocopie et de reproduction sont à la charge de l'auditeur.

• Interventions et déplacements de l'auditeur

L'auditeur assurera, pour la mission d'audit la gestion de l'ensemble de ses interventions et de ses déplacements.

Il ne devra en aucun cas se substituer au maître d'ouvrage en ce qui concerne les relations avec les tiers intervenant sur les marchés en question. Tout contact, entrant dans le cadre de la mission d'audit, ne devra se faire par l'auditeur qu'à la demande ou avec l'accord écrit du maître d'ouvrage. La présence de ce dernier à toute rencontre de l'auditeur avec une entité tierce est facultative et dépend de l'importance de la réunion et de la disponibilité du maître d'ouvrage.

• Lieux et conditions de travail

Les prestations à réaliser par l'auditeur pourront avoir lieu dans ses propres bureaux, dans les bureaux du maître d'ouvrage ou dans tout autre lieu désigné par le maître d'ouvrage, comme par exemple la Direction concernée ou les chantiers relevant de l'ONDA et les lieux objets des prestations fournies.

Les experts du contractant, pendant leur présence au sein des bureaux du maître d'ouvrage seront soumis aux mêmes conditions de travail que les agents du maître d'ouvrage, en ce qui concerne les horaires de travail.

Cependant, ils sont tenus d'être présents aux chantiers ou dans les réunions chaque fois que nécessaire, et à la demande du maître d'ouvrage, et ce, même en dehors des horaires normaux ou des jours ouvrables.

Le maître d'ouvrage pourra imposer à l'expert de mener sa mission au sein de ses bureaux, pour des raisons de confidentialité des dossiers et documents à consulter.

• Réunions au cours de la mission d'audit

L'auditeur tiendra l'ONDA informé de l'état d'avancement de sa mission d'audit. Il discutera avec lui des résultats partiels de ses travaux.

Chaque fois que l'ONDA le jugera nécessaire, il pourra provoquer des réunions avec l'auditeur, avec présence obligatoire des experts. Il sera tenu au moins une réunion en début de la mission, une ou plusieurs pour la présentation des rapports.

Les comptes rendus des réunions seront rédigés par l'auditeur. Les réunions auront lieu normalement dans les bureaux de l'ONDA ou en tout autre lieu convenu entre les deux parties.

- **Rapports de fin de mission de l'audit**

A l'issue de la mission de l'audit, l'auditeur remettra au maître d'ouvrage des rapports détaillés pour chaque marché audité, présentant les sujets et les problèmes examinés, décrivant les visites et investigations réalisées, et exprimant les conclusions et recommandations auxquelles il a abouti.

L'auditeur remettra le rapport de suivi des recommandations de la mission précédente d'audit des marchés de l'ONDA, décrivant l'état d'avancement de chaque recommandation, les actions réalisées, les écarts identifiés et les conclusions tirées de la dernière mission d'audit des marchés de l'ONDA réalisée par l'audit externe.

Le maître d'ouvrage aura la liberté de demander à l'auditeur des explications ou des compléments d'informations concernant le contenu des rapports et de leurs annexes, soit par écrit, soit à l'occasion de la réunion de présentation des rapports.

Les rapports seront dans un premier temps présentés en édition provisoire et seront soumis pour examen au maître d'ouvrage. Les remarques du maître d'ouvrage seront discutées lors d'une ou plusieurs réunions, chacune sanctionnée par un compte rendu préparé par l'auditeur.

Le délai d'examen par le maître d'ouvrage des documents remis par le titulaire à l'exécution de la mission est de 02 mois à partir de la date de l'accusé de réception du dernier document de la mission d'audit.

Après approbation des documents provisoires qui auront reçu les rectifications demandées, l'auditeur établira les versions définitives des rapports.

Le délai dont dispose le titulaire du marché pour remettre les rapports, dans leurs formes définitives est de 15 jours. Le délai est compris dans le délai global d'exécution.

Les rapports définitifs sont considérés comme approuvés s'ils ne font pas l'objet d'un rejet ou d'une demande de correction ou d'amélioration dans le délai de 30 jours calendaires suivant leur remise.

Ces rapports seront remis, en quatre (4) exemplaires pour l'édition provisoire, et en cinq (5) exemplaires pour l'édition définitive, avec leurs supports informatiques munis d'une synthèse des rapports, d'un mémoire concernant les constats, recommandations et propositions d'amélioration relatifs aux marchés de maintenance et d'un mémoire concernant les constats, recommandations et une présentation en version numérique (CD-ROM), format PowerPoint en quatre (4) exemplaires.

A la fin de l'audit, l'auditeur devra faire retour au maître d'ouvrage, dans un délai d'un mois, de l'ensemble des documents qui lui ont été remis.

Les rapports, documents et comptes rendus établis par le consultant dans le cadre de la présente mission, demeurent propriété exclusive de l'ONDA.

ARTICLE 26 : MODALITES DE SUIVI ET DE GOUVERNANCE DE L'AUDIT

La supervision du déroulement de la mission d'audit sera assurée par un comité de pilotage dont la composition sera fixée par l'ONDA. Ce comité aura pour tâches principales la validation de la méthodologie de travail ainsi que les rapports des différentes phases de la mission.

Par ailleurs un groupe de travail, supervisé par la Division Audit Interne, sera constitué pour accompagner le consultant dans la réalisation de l'audit, notamment en termes de facilitation et organisation du travail d'investigation.

L'ONDA pourra faire appel à toute expertise externe pour conseiller le comité de pilotage s'il le juge utile.

ARTICLE 27 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Il est précisé que les périodes relatives à la validation des rapports seront considérées comme des arrêts (non comptés dans le délai global). Elles seront matérialisées par des ordres de service d'arrêt et de reprise.

La période de suspension du délai d'exécution pendant la période d'examen des documents courra depuis la date de l'accusé de réception du dernier document de la mission d'audit jusqu'à la date où le maître d'ouvrage fera connaître son avis à l'auditeur sur ces documents selon les délais prescrits au niveau du présent CPS.

La **réception provisoire partielle** de la mission d'audit interviendra à la date de remise des rapports en édition provisoire et sous réserve qu'il ait été **vérifiés et acceptés par l'ONDA**, et remis par l'auditeur en quatre (4) exemplaires avec supports informatiques correspondants et dans la forme prévue. C'est en conséquence la dernière réception provisoire partielle qui tiendra lieu de réception provisoire du marché.

La **réception provisoire** de la mission d'audit interviendra à la date de remise des rapports en édition définitive et sous réserve qu'il ait été vérifiés et acceptés par l'ONDA, et remis par l'auditeur en cinq (5) exemplaires avec supports informatiques correspondants et dans la forme prévue.

La **réception définitive** sera prononcée par le maître d'ouvrage, si le titulaire a rempli à cette date toutes les obligations mises à sa charge par le marché en matière de garantie.

L'auditeur sera tenu de participer à toute réunion ou discussion qui pourrait avoir lieu entre l'ONDA et les entités chargées de l'exécution des marchés concernés par l'audit. Par ailleurs, il devra apporter tout amendement et notes complémentaires éventuelles aux rapports produits dans le cadre de cet audit.

ARTICLE 28 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation de l'article 48 du CCAG EMO et compte tenu de la nature des prestations aucun délai de garantie n'est prévu dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 29 : REMPLACEMENT DES EXPERTS

Les seuls cas de remplacements autorisés de ces experts sont :

- * Décès, maladie ou accident d'un expert ;
- * Toute autre raison indépendante de la volonté du prestataire.

Quand un expert est remplacé, le nouvel expert doit avoir au moins une expérience et des qualifications identiques à celles de son prédécesseur. Ce changement doit être opéré après accord de l'ONDA.

ARTICLE 30 : EXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DES PRESTATIONS

En cas de non-exécution pour une cause quelconque de tout ou partie des prestations (incombant au prestataire), il ne sera dû aucune indemnité au titulaire du marché résultant du présent appel d'offres qui sera tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les dossiers, rapports et documents déjà établis, ainsi que les documents qui ont été mis à sa disposition par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 31 : REMUNERATION DES PRESTATIONS

A/ CARACTERE GENERAL DES PRIX

1 -Le prix forfaitaire du bordereau est réputé couvrir la totalité des dépenses nécessitées par l'exécution complète des prestations sans exception, ni réserve.

2 -Le prix forfaitaire du bordereau s'applique aux prestations complètement terminées en conformité avec les dispositions du marché.

L'auditeur reconnaît que le prix forfaitaire du bordereau, avec l'application des prescriptions du présent marché, permet de le rémunérer intégralement l'ensemble des prestations y prévues.

Ce prix comprend tous les frais, faux frais, frais généraux, taxes, impôts, bénéfices, etc., notamment :

- Les frais de déplacement et de séjour.
- Les frais de personnel, y compris primes, indemnités de toutes sortes et toutes charges sur salaires.
- Les frais de fonctionnement, d'entretien, et l'amortissement de tout le matériel bureautique ou autre utilisé.
- Les frais de reproduction de tout document en relation avec l'audit des marchés.
- Les frais relatifs à l'édition des rapports provisoires et définitifs sur papiers et sur support numériques

L'auditeur est réputé en outre avoir examiné en détail au moment de l'établissement des prix toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur.

Le personnel du Contractant ne bénéficiera d'aucune exemption d'impôts, taxes ou frais douaniers.

L'auditeur sera donc tenu de faire observer les règlements fiscaux pour son personnel, et de s'acquitter de tous les droits, taxes et frais de douane et des impôts en vigueur au Maroc.

B/ DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO

ARTICLE 32 : FORMATION

Formation pour les auditeurs internes du maître d'ouvrage

Le titulaire prendra en charge la formation de **six (6)** Auditeurs internes désignés par l'ONDA et ce, pour une durée de **trois (03) jours ouvrables**.

La formation sera dispensée en langue française par des formateurs experts en la matière. La période de cette formation sera arrêtée en commun accord entre l'ONDA et le titulaire.

Pendant la formation, le titulaire mettra à la disposition des participants tous les outils pédagogiques de formation permettant la compréhension des cours théoriques et pratiques, et notamment les supports (notices pour stagiaires).

Le programme de la formation doit porter sur l'ensemble des éléments et aspects théoriques et techniques entrant dans la consistance de la mission objet du présent marché (**cf. article « CONSISTANCE DE LA MISSION » des clauses techniques**).

A la fin de cette formation, le titulaire délivrera aux stagiaires des « Certificats de formation ».

Appel d'offres ouvert N° 216-23-AOO

Audit des marchés de montant supérieur à cinq (5) millions de dirhams, des marchés négociés de montant supérieur à un (1) million de dirhams et des contrats de maintenance des aéroports principaux

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<p>Le Chef du Département Audit Interne et Inspection</p> <p><i>Mohamed ABAD</i></p>	<p>Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p><i>Abdellah BOUKHLOUF</i></p>
Direction Générale de l'ONDA	
<p>La Directrice Générale</p> <p><i>Habiba LAMMACH</i></p> <p>08 NOV. 2023</p>	
Concurrent	
CPS lu et accepté sans réserve	